

Entretien avec Ethan Earle

Ethan Earle : Aujourd’hui, c’est le *Bastille Day*, la Fête Nationale française qui célèbre le moment crucial de la Révolution française où le peuple a pris d’assaut l’arsenal médiéval et la prison politique qui avait longtemps été le symbole du pouvoir et de l’autorité royale. Si, aujourd’hui, le 14 juillet est généralement célébré avec le plus grand défilé militaire d’Europe et d’autres apparats de nationalisme brut et de pouvoir public réactionnaire, il convient de se rappeler que la Place de la Bastille reste une célèbre place populaire, un point de rencontre pour le tout Paris et au-delà, ainsi qu’un lieu commun de protestation et de manifestation politique.

Vu l’agitation au sein de la politique française actuellement, plus particulièrement la question des Gilets Jaunes et les initiatives citoyennes plus larges de ces dernières années, je pense que cette journée est particulièrement appropriée pour avoir cette conversation.

Axel Ruppert : Quelle est la situation actuelle des Gilets Jaunes et quels sont les défis auxquels ils font face ?

EE : Les Gilets Jaunes sont souvent qualifiés de mouvement — ou simplement considéré comme tel — ce qui, selon moi, crée une confusion conceptuelle quant à notre évaluation de leur situation aujourd’hui.

Les mouvements sont généralement fondés par une interaction dialectique entre spontanéité et organisation. Les Gilets Jaunes, par contre, ont vu le jour hors des structures organisationnelles et largement en opposition avec celles-ci. Alors que des structures organisationnelles ont émergé des protestations des Gilets Jaunes, aucune ne peut prétendre les représenter dans leur ensemble.

Plutôt qu’un mouvement, je dirais que les Gilets Jaunes représentent une vaste révolte essentiellement spontanée des classes ouvrières à l’encontre du statu quo politique et du statu quo du pouvoir dans le pays. Ces fameux gilets jaunes, qui sont portés par tous les automobilistes de France, sont un brillant symbole visuel d’unification, mais trahissent aussi le fait que, sous ces gilets, pourrait se cacher toute l’étendue de la classe ouvrière française, allant du révolutionnaire au réformiste, en passant par le réactionnaire, du visionnaire au très précis en passant par le totalement vide de sens... comme on pourrait l’attendre de toute révolte spontanée issue de quelque chose d’aussi hétérogène et politiquement fragmenté que la classe ouvrière contemporaine.

Tout ceci pour dire que, lorsque l’on parle des Gilets Jaunes, il n’y a pas réellement de « ils » qui puisse être identifié comme groupe cohérent d’une façon plus précise que la manière dont ce « ils », les classes ouvrières politiquement mécontentes, abordent les défis. Et malheureusement, de manière générale, les conditions de la classe ouvrière française sont tout aussi mauvaises, et tout aussi instables, qu’elles ne l’étaient dans la période qui a immédiatement précédé la révolte.



Concernant les protestations des Gilets Jaunes, elles se poursuivent, mais il n'y a pas eu de hausse majeure depuis le printemps de l'année dernière. Il y a toujours des personnes qui se rendent dans les ronds-points — mais la répression sans précédent du gouvernement de Macron semble avoir eu l'effet escompté, et plus récemment, la pandémie a rendu les rassemblements encore plus compliqués. Différentes initiatives politiques sont nées de cette révolte — encore une fois, certaines étant révolutionnaires, d'autres réformistes et d'autres encore réactionnaires.

En ce qui concerne les récentes élections municipales de 2020, il y avait plus de 400 listes citoyennes — 66 d'entre elles étant susceptibles de gagner — qui étaient diversement influencées par les Gilets Jaunes. À l'extrême le plus explicite, nous constatons, à Bordeaux, que le Nouveau Parti anticapitaliste est parvenu à élire comme conseiller municipal un ancien militant des Gilets Jaunes ayant perdu sa main lors de l'extrême répression policière menée par le gouvernement de Macron. Plus communément, nous constatons une relation plus diffuse, ces listes citoyennes employant toutes sortes d'innovations démocratiques différentes, cueillant des candidats au hasard ou via des assemblées locales et avançant même dans certains cas des listes qui ne comptent aucun candidat précis. Dans ce cas, on ressent l'influence de l'esprit de cette révolte même quand elle n'est pas explicitement présente.

Un autre élément majeur de ces récentes élections était le taux d'abstentionnisme le plus élevé de l'histoire moderne de France. Et des études sociologiques démontrent que la majorité des gens qui s'identifient aux Gilets Jaunes se sont abstenus de voter en 2017 et en 2019. Il est difficile de distinguer la corrélation de la causalité si peu de temps après les élections, mais, de mon point de vue, ces deux faits sont clairement liés. En examinant plus en détail cet abstentionnisme, si nous faisons l'erreur de considérer les Gilets Jaunes comme un mouvement cohérent avec des objectifs politiques précis, nous serons inévitablement perturbés par les « résultats » ou la « situation actuelle » de ce « mouvement ».

Cependant, même si je crois à l'importance du vote, et même si je pousserai toujours les gens à s'impliquer dans le processus de vote, je profiterai de cette occasion pour revenir à l'esprit original de la Fête Nationale et pour dire que les urnes ne sont peut-être pas l'endroit où les Gilets Jaunes doivent laisser leur principale empreinte.

Je perçois la révolte des Gilets Jaunes comme une cristallisation des récentes protestations citoyennes — notamment les manifestations de la Nuit Debout en 2016, et depuis lors, les protestations contre les coupures dans les hôpitaux, contre la proposition de réforme des retraites, les diverses conventions et initiatives citoyennes, et plus récemment, les protestations contre les violences policières et la discrimination envers les personnes noires. Avec une vue d'ensemble, je considère tout ceci comme une large constellation de révoltes qui servent à condamner le système tel qu'il est aujourd'hui. Ces personnes sortent du système qui, pendant trop longtemps, ne les a pas écoutés, qui a passé sous silence, minimisé, déformé et récupéré leurs nombreux appels au changement, et elles continuent à affirmer leur existence, leur identité collective dans toute leur diversité et la légitimité de leurs demandes.

Et cette constellation de protestations — ces révoltes diffuses, mais étroitement liées — a assurément toute l'attention de Macron, et de tout le milieu politique, comme les



mouvements politiques de gauche plus traditionnels ont lutté pour l'obtenir ces dernières décennies. Ce n'est pas une victoire en soi, mais cela offre une nouvelle ouverture pour mener les batailles tant demandées pour la justice et l'égalité. La Bastille de la France d'aujourd'hui n'est pas encore assiégée, mais plus que jamais dans la mémoire récente, les femmes et les hommes ordinaires ont ces bastions contemporains du pouvoir politique en ligne de mire.

AR : Comment évaluez-vous les assemblées citoyennes initiées par le Président Macron ?

EE : Laissez-moi dire quelques mots sur la Convention citoyenne pour le climat, qui a été organisée par le Président Macron à la suite du « Grand débat » qui s'est tenu essentiellement en réponse à la révolte des Gilets Jaunes. Cette Convention citoyenne a rassemblé 150 membres de la société française, tirés au sort et chargés de proposer des mesures pour réduire les émissions de carbone nationales de 40 %. Cette Convention vient de présenter une liste officielle de 149 propositions le 21 juin.

Les mesures proposées sont très larges, reprenant des questions relatives au transport, au logement, à la consommation, à la production, à l'emploi, au secteur alimentaire, etc. Les exemples précis vont des investissements au niveau ferroviaire et de l'introduction d'une taxe sur l'aviation à l'inclusion des objectifs climatiques de l'Accord de Paris dans l'accord commercial Canada-UE, dit CETA.

Certaines des propositions, ainsi que le langage utilisé, ont tendance à glisser vers le discours de développement durable des institutions internationales, qui s'est déjà avéré inadéquat avant la crise du Covid, et il n'y a rien de « neuf » en soi parmi les 149 propositions, mais le fait qu'elles proviennent d'une convention citoyenne et qu'elles soient le résultat d'une protestation sociale est bel et bien relativement « nouveau ». Et dans l'ensemble, les propositions montrent une orientation politique plutôt bonne qui, en cas de mise en œuvre, changerait radicalement la relation de la France non seulement avec le climat, mais aussi avec le capitalisme.

Bien sûr, l'expression « en cas de mise en œuvre » pend comme une épée de Damoclès au-dessus des propositions de la Convention. Vu la « vague verte » qui était supposée déferler sur la France lors des récentes élections municipales, je crois que le parti de la République en Marche de Macron, qui reste dominant au parlement, mettra en œuvre certaines des propositions. Cependant, considérant un récent remaniement ministériel dans lequel Macron a annoncé ses intentions de faire campagne aux côtés de la droite en vue des élections présidentielles de 2022, nous ne devons pas nous attendre à voir la mise en place de changements majeurs qui remettront fondamentalement en question le rôle dominant du marché et les grands capitaux dans la société française.

Ce résultat est donc nécessairement limité, mais c'est là que nous en sommes, pas uniquement en France, mais partout dans le monde, si pas sous l'emprise des projets politiques néolibéraux de Macron, sous l'emprise de projets encore plus réactionnaires comme ceux de Trump, de Bolsonaro, de Duterte et consorts. Dans ce contexte international de retraite et de position défensive, je pense vraiment que la Convention citoyenne et ses recommandations méritent des éloges. Après tout, c'est l'écho de demandes de longue date de divers mouvements de gauche, et il est clair que sans la révolte des Gilets Jaunes, ce ne serait jamais passé.

